



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Pilotage
et de l'Animation Interministérielle

31 AOÛT 2023

**Arrêté n° 89/2023/ENV du
prolongeant la durée d'exploitation de la carrière exploitée par la commune de
Jeanménil**

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 979/2007 du 05 avril 2007 autorisant la société TERRASSEMENT 88 à exploiter une carrière à JEANMENIL ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 005/2023/DREAL/UD88 du 05 janvier 2023 portant changement d'exploitant au profit de la commune de JEANMENIL de la carrière exploitée sur sa commune ;
- Vu la demande de prolongation de la carrière présentée le 09 mars 2023 par la commune de JEANMENIL dont le siège social est situé 51 rue de Moulins à JEANMENIL (88700) ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 08 août 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par lettre recommandée accusé de réception du 11 août, reçue le 17 août 2023 ;
- Considérant que la commune de JEANMENIL n'a pas émis d'observations au sujet du projet d'arrêté
- Considérant que le projet d'arrêté a été porté à connaissance du demandeur conformément aux dispositions du code de l'environnement ;
- Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sont prévenus par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 979/2007 du 05 avril 2007 modifié et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté préfectoral n° 979/2007 du 05 avril 2007 modifié autorisant l'exploitation de la carrière afin de tenir compte des modifications des conditions d'exploitations décrites dans le dossier de demande de modification déposé le 09 mars 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

TITRE 1 – CONDITION D'EXPLOITATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral n° 979/2007 du 05 avril 2007 modifié fixant les conditions d'exploitation de la carrière de JEANMENIL exploitée par la commune de JEANMENIL est modifié comme suit :

ARTICLE 1.1.2. ABROGATION

Les dispositions des articles 1 et 8 de l'arrêté préfectoral n° 979/2007 du 05 avril 2007 modifié sont supprimées et remplacées par les prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 1.1.3. SURFACE D'EXPLOITATION

La commune de Jeanménil est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de conglomerat gréseux sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Parcelle		Superficie autorisée (m ²)	Superficie Exploitable (m ²)
		Section	N°		
JEANMENIL	La Grande longe Fausse	B	2570 en partie	38 600	25 000

Le périmètre d'autorisation et d'exploitation est repris dans le plan de l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.4. PRODUCTION AUTORISÉE

La production maximale annuelle définie dans le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 979/2007 du 05 avril 2007 est modifié comme suit :

la production maximale annuelle autorisée est de 4 000 tonnes.

ARTICLE 1.1.5. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation d'exploiter est prolongée pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté préfectoral. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

ARTICLE 1.1.6. PHASAGE DE L'EXPLOITATION

L'extraction des matériaux de la carrière sera réalisée en 2 phases de 5 années. Le plan de phasage est joint en annexe 2 du présent d'arrêté préfectoral.

TITRE 2 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 2.1.1. GÉNÉRALITÉS

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 2.1.2 ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

ARTICLE 2.1.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de la période quinquennale est de :

- 42 221 euros T.T.C, pour la période de 2023 à 2027
- 27 782 euros T.T.C, de 2027 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières.

Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

[avril 2023] TP01 (base 2010) = 129,4
Indice raccordement à l'indice TP01 (référence 100 en janvier 1975) = 6,5345
TVA = 20,0 %

ARTICLE 2.1.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées:

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 2.1.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 2.1.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 2.1.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières.

ARTICLE 2.1.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.1.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation,
- pour la remise en état du site,
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le

titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 2.1.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 par la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 par l'exploitant au Préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains.

Sauf opposition ou demande complémentaire du Préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévue au IV de l'article R. 512-39-3, la cessation est réputée achevée et les garanties financières levées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-AMPLIATION

ARTICLE 3.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de Jeanménil ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.1.2. DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 3.1.3. SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

ARTICLE 3.1.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de JEANMENIL.

Fait à Épinal, le

31 AOÛT 2023

La Préfète

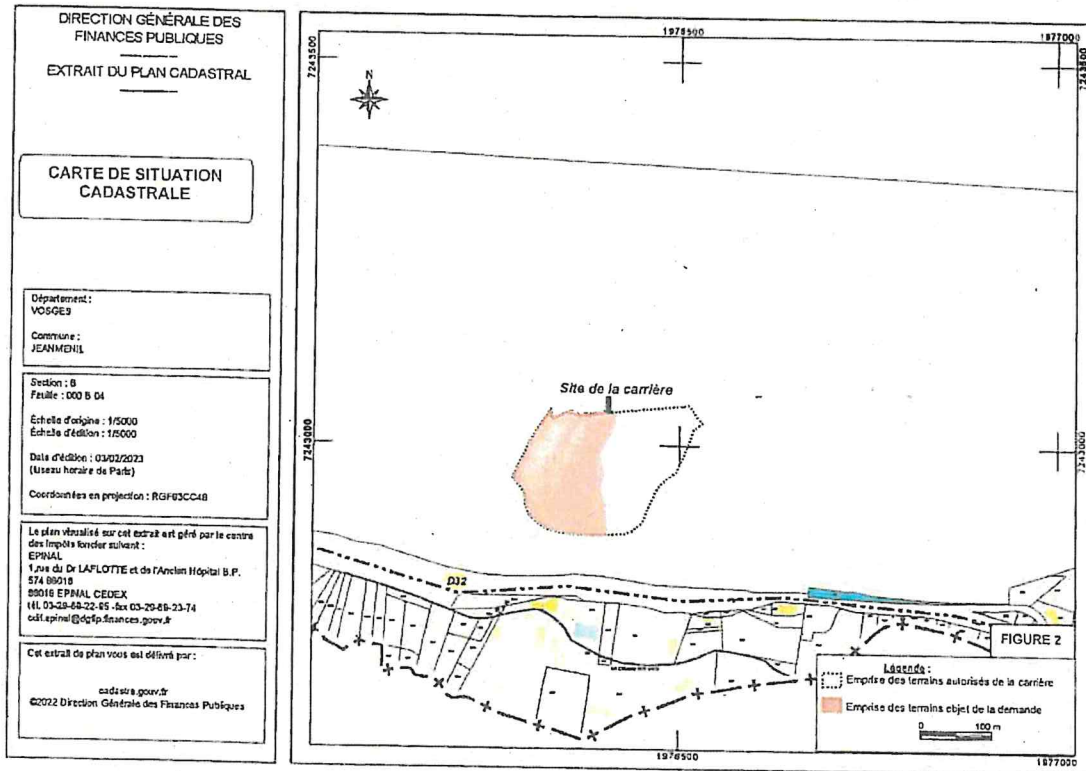
délégation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

ANNEXE

Annexe 1 :

Plan du périmètre d'autorisation et d'exploitation



plan de phasage

